

## TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE I- HISTORIQUE.....	1
1. Code des professions .....	2
2. Organisation professionnelle – compétence provinciale .....	4
CHAPITRE II- STRUCTURE ORGANISATIONNELLE .....	11
1. Office des professions .....	11
1.1 Fonctions de surveillance et de contrôle de l’Office. ....	12
1.1.1 Examen de la réglementation des ordres professionnels. ....	12
1.1.2 Pouvoirs de surveillance spécifiques de l’Office. .	14
1.1.3 Devoir d’information à l’égard du public .....	15
1.2 Pouvoirs réglementaires de l’Office .....	15
1.3 Fonctions consultatives de l’Office .....	15
1.4 Financement de l’Office.....	16
2. Conseil interprofessionnel .....	17
3. Ordre professionnel : sa mission .....	17
3.1 Protection du public. ....	18
3.2 Contrôle de l’exercice de la profession .....	21
CHAPITRE III- ORDRE PROFESSIONNEL : SES INSTITUTIONS.....	23
1. Bureau et comité administratif.....	23

1.1	Constitution et composition du Bureau . . . . .	23
1.2	Administrateurs nommés par l'Office . . . . .	25
1.3	Comité administratif . . . . .	25
1.4	Fonctions administratives du Bureau . . . . .	26
1.4.1	Désignation des officiers et des membres des comités de l'Ordre . . . . .	26
1.4.2	Fixation de la cotisation . . . . .	26
1.4.3	Destitution ou remplacement des officiers . . . . .	28
1.4.3.1	Procédure de destitution du syndic . . . . .	29
1.4.4	Accès à l'information . . . . .	35
1.5	Pouvoirs du Bureau relatifs au contrôle de l'admission . . . . .	38
1.5.1	Permis . . . . .	38
1.5.2	Permis temporaire et autorisation spéciale . . . . .	39
1.5.3	Permis restrictif temporaire et permis spécial . . . . .	47
1.5.4	Normes d'équivalence et <i>Charte canadienne des droits et libertés</i> . . . . .	48
1.5.5	Équivalence de diplôme ou équivalence de la formation . . . . .	54
1.6	Pouvoirs du Bureau relatifs au contrôle de l'exercice de la profession . . . . .	58
1.6.1	Contrôle des bonnes mœurs . . . . .	60
1.6.2	Contrôle de la compétence et de la qualité des actes . . . . .	66
1.6.3	État de santé incompatible avec l'exercice de la profession . . . . .	67
1.6.4	Conciliation et arbitrage des comptes . . . . .	72
1.6.5	Assurance responsabilité professionnelle . . . . .	77

---

1.6.6 Fonds d'indemnisation . . . . .	79
2. Comité d'inspection professionnelle . . . . .	88
3. Comité de discipline . . . . .	95
3.1 Composition du comité de discipline . . . . .	97
3.2 Conservation et accessibilité aux dossiers du comité de discipline . . . . .	99
3.3 Nature et constitutionnalité . . . . .	100
4. Syndic, syndic adjoint et syndic correspondant . . . . .	103
5. Comité de révision . . . . .	105
<b>CHAPITRE IV- PROTECTION DU CHAMP DE PRATIQUE EXCLUSIF ET PROTECTION DU TITRE RÉSERVÉ . . . . .</b>	<b>113</b>
1. Conflits de champs de pratique . . . . .	117
2. Délégation d'actes . . . . .	123
3. Distinction entre exercice de la profession et exercice exclusif . . . . .	124
4. Exercice exclusif qui comprend la vente d'un bien . . . . .	127
5. Exercice exclusif et formation professionnelle . . . . .	130
6. Contrôle de l'exercice illégal de la profession ou de l'usurpation de titre . . . . .	130
6.1 Chiropraticiens – physiothérapeutes . . . . .	130
6.2 Médecins – infirmières . . . . .	132
6.3 Médecins – physiothérapeutes . . . . .	133
6.4 Podiatres – infirmières . . . . .	134
6.5 Optométristes – opticiens d'ordonnances . . . . .	135
6.6 Ingénieurs – architectes – technologues . . . . .	135
6.7 Professions comptables . . . . .	144

7. Professions à titre réservé avec activités réservées . . . . .	146
8. Titre réservé et titre équivalent . . . . .	149
CHAPITRE V- ENQUÊTE ET PLAINTÉ . . . . .	151
1. Enquête du syndic . . . . .	151
1.1 Rôle et devoirs du syndic . . . . .	151
1.1.1 Rôle d'enquêteur et de dénonciateur . . . . .	151
1.1.2 Devoir d'indépendance du syndic . . . . .	151
1.2 Distinction entre « plainte » et « demande d'enquête » . . . . .	152
1.3 Obtention d'une information suivant laquelle un professionnel a commis une infraction . . . . .	153
1.3.1 Absence de demande formelle d'enquête . . . . .	154
1.4 Dénonciateur et formalités . . . . .	155
1.5 Absence de devoir d'information du syndic à l'égard du professionnel . . . . .	155
1.6 Pouvoir d'exiger des renseignements et documents . . .	156
1.7 Devoirs du syndic à l'égard de la personne qui a demandé la tenue de l'enquête . . . . .	159
1.8 Confidentialité de l'enquête du syndic . . . . .	159
1.9 Dépôt d'une plainte par le syndic devant le comité de discipline . . . . .	160
1.10 Rôle du syndic à titre de plaignant devant le comité de discipline . . . . .	161
1.11 Comité de révision . . . . .	161
1.12 Immunité du syndic et clause privative . . . . .	162
1.13 Conciliation . . . . .	164

---

2.	Plainte . . . . .	165
2.1	Rédaction de la plainte . . . . .	165
2.2	Objet et portée de la plainte disciplinaire . . . . .	170
2.3	Identité et intérêt du plaignant . . . . .	173
2.4	Procédure . . . . .	176
2.5	Moyen préliminaire relié à la juridiction du comité de discipline : la demande de récusation . . . . .	176
2.6	Demande de précisions . . . . .	177
2.7	Retrait de la plainte . . . . .	179
2.8	Délai pour le dépôt de la plainte : délai raisonnable. . .	180
3.	Divulgence de la preuve . . . . .	182
3.1	Principe . . . . .	182
3.2	Époque de la divulgation de la preuve . . . . .	186
3.3	Objet et portée de la divulgation . . . . .	187
3.3.1	Documents en possession du syndic . . . . .	188
3.3.2	Éléments de preuve non pertinents . . . . .	190
3.3.3	Protection des informateurs . . . . .	192
3.3.4	Secret professionnel et divulgation de la preuve . . . . .	193
3.3.5	Notes personnelles et divulgation . . . . .	194
3.4	Sanction du défaut de divulguer . . . . .	194
4.	Radiation provisoire . . . . .	196
4.1	Conditions d'obtention de la radiation provisoire en vertu de l'article 130 C.P. . . . .	199
4.2	Radiation provisoire : exigences procédurales . . . . .	203
4.3	Décision sur la radiation provisoire . . . . .	205

4.4	Droit d'en appeler de la radiation provisoire . . . . .	205
CHAPITRE VI- INSTRUCTION DE LA PLAINTÉ ET		
	DÉCISION . . . . .	207
1.	Instruction de la plainte . . . . .	207
1.1	Compétence du comité de discipline . . . . .	207
1.2	Enregistrement du plaidoyer du professionnel . . . . .	208
1.3	Admissions des parties et exclusion des témoins . . . . .	209
1.4	Amendement de la plainte . . . . .	209
1.5	Règles de preuve et de procédure . . . . .	210
1.6	Droit du professionnel à une défense pleine et entière . . . . .	212
1.7	Procédure en matière de requêtes sur moyens préliminaires et d'objections préliminaires . . . . .	214
1.8	Fardeau de la preuve . . . . .	215
1.9	Contraignabilité du professionnel . . . . .	217
1.10	Preuve de faits similaires . . . . .	218
1.11	Questions particulières relatives aux témoignages . . .	219
1.11.1	Ouï-dire . . . . .	219
1.11.2	Utilisation des témoins experts . . . . .	220
1.12	Impact d'une transaction entre les parties . . . . .	221
1.13	Ordonnances de huis clos, d'interdiction d'accessibilité, de publication et de diffusion de renseignements ou de documents . . . . .	222
1.14	Publication du rôle d'audience . . . . .	225
2.	Décision sur culpabilité . . . . .	225
2.1	Fardeau de la preuve . . . . .	225
2.2	Motivation des décisions . . . . .	228

---

2.3	Expertise des pairs membres et la preuve devant le comité de discipline . . . . .	230
2.4	Condammations multiples . . . . .	231
2.5	Effet d'un jugement devant les instances civiles . . . . .	238
2.6	Plaidoyer de culpabilité : juridiction du comité de discipline . . . . .	239
2.7	Règle du précédent et le comité de discipline . . . . .	241
2.8	Publicité des décisions . . . . .	242
2.9	Exécution des décisions . . . . .	242
3.	Décision sur sanction . . . . .	242
3.1	Audition sur sanction . . . . .	243
3.1.1	Principes généraux . . . . .	243
3.1.2	Preuve . . . . .	243
3.2	Objectifs de la sanction . . . . .	244
3.3	Nature des sanctions possibles . . . . .	245
3.4	Détermination de la sanction appropriée . . . . .	246
3.4.1	Facteurs objectifs . . . . .	246
3.4.2	Facteurs subjectifs . . . . .	247
3.4.3	Principes d'application des sanctions . . . . .	249
3.4.4	Démission du professionnel et caractère exécutoire de la sanction . . . . .	251
3.5	Sanctions minimales . . . . .	252
3.6	Publication d'un avis . . . . .	253
3.7	Recommandations communes sur la sanction . . . . .	253
3.8	Recommandations du comité de discipline au Bureau de l'ordre . . . . .	256

3.9	Délai pour rendre une décision sur sanction . . . . .	257
3.10	Contenu de la décision . . . . .	257
4.	Déboursés et frais . . . . .	258
4.1	Déboursés . . . . .	258
4.1.1	Déboursés mentionnés expressément à l'article 151 du <i>Code des professions</i> . . . . .	261
4.1.1.1	Frais de signification . . . . .	261
4.1.1.2	Frais d'enregistrement . . . . .	261
4.1.1.3	Frais d'expertise . . . . .	263
4.1.1.4	Indemnité payable aux témoins assignés . . . . .	264
4.1.1.5	Frais de déplacement et de séjour des membres du comité . . . . .	265
4.1.2	Dépenses non considérées comme des déboursés au sens de l'article 151 du <i>Code des professions</i> . . . . .	265
4.1.2.1	Frais de greffier audiencier . . . . .	265
4.1.2.2	Frais de location de salle . . . . .	265
4.1.3	Répartition des déboursés . . . . .	266
4.1.3.1	Plainte émanant du syndic . . . . .	266
4.1.3.2	Cas particulier de la plainte privée . . . . .	269
4.1.4	Tribunal des professions et les déboursés . . . . .	270
4.1.5	Réclamation des déboursés . . . . .	270
4.1.5.1	Liste des déboursés du comité de discipline . . . . .	270
4.1.5.2	Révision par le président du comité de discipline . . . . .	271
4.1.5.3	Homologation . . . . .	271



---

4.1.5.4	Déboursés encourus en appel . . . . .	272
4.2	Frais de publication de certaines sanctions. . . . .	272
4.2.1	Avis de radiation, de limitation ou de suspension permanente. . . . .	272
4.2.2	Avis de radiation, de limitation ou de suspension temporaire . . . . .	273
4.2.3	Frais . . . . .	273
CHAPITRE VII- APPEL. . . . .		277
1.	Tribunal des professions : compétence et pouvoirs . . . . .	277
1.1	Constitution . . . . .	277
1.2	Pouvoirs . . . . .	278
2.	Décisions susceptibles d'appel. . . . .	281
2.1	Appels de plein droit . . . . .	281
2.1.1	Décision sur culpabilité. . . . .	281
2.1.2	Décision sur sanction. . . . .	282
2.2	Appels sur permission. . . . .	282
3.	Procédure applicable en appel. . . . .	285
3.1	Règles particulières à l'appel <i>de plano</i> . . . . .	285
3.2	Règles particulières à l'appel sur permission . . . . .	286
3.3	Règles de procédure communes à l'appel de plein droit et à l'appel sur permission . . . . .	289
3.3.1	Motifs d'appel. . . . .	290
3.3.2	Transmission du dossier . . . . .	291
3.3.3	Mémoire . . . . .	291
3.3.4	Preuve nouvelle . . . . .	292
3.3.5	Audition . . . . .	295

4. Examen par le Tribunal des professions . . . . .	296
4.1 Analyse pragmatique et fonctionnelle . . . . .	296
4.1.1 Présence d'une clause privative ou d'un droit d'appel . . . . .	298
4.1.2 Expertise . . . . .	301
4.1.3 Objet de la loi et de la disposition particulière . . . . .	305
4.1.4 Nature de la question soumise . . . . .	308
4.2 Norme de contrôle . . . . .	311
4.2.1 Décision correcte . . . . .	312
4.2.2 Décision raisonnable <i>simpliciter</i> . . . . .	313
4.2.3 Décision manifestement déraisonnable . . . . .	314
4.2.4 Norme d'intervention lors de l'appel sur la sanction . . . . .	315
4.3 Décision du Tribunal . . . . .	316
CHAPITRE VIII- RÉVISION JUDICIAIRE . . . . .	319
1. Requête en révision judiciaire . . . . .	319
2. Norme de contrôle – remarques préliminaires . . . . .	320
2.1 Critères d'analyse . . . . .	321
2.1.1 Présence d'une clause privative . . . . .	321
2.1.2 Nature des questions en litige . . . . .	322
2.1.3 Expertise . . . . .	323
2.1.4 Objet de la Loi . . . . .	324
2.2 Rôle de la Cour supérieure à l'égard du Tribunal des professions . . . . .	325
2.3 Application de la norme de contrôle . . . . .	326

---

3.	Illustrations de cas de révision judiciaire . . . . .	327
4.	Considérations additionnelles en révision judiciaire . . . . .	329
4.1	Délai raisonnable . . . . .	329
4.2	Demande de sursis . . . . .	331
4.3	Sursis en appel . . . . .	334
4.4	Révision judiciaire des décisions interlocutoires . . . . .	334
4.5	Appel du jugement sur la requête en révision judiciaire . . . . .	336
CHAPITRE IX- EXERCICE ILLÉGAL ET USURPATION DE TITRE . . . . .		339
1.	Généralités . . . . .	339
2.	Enquête . . . . .	340
3.	Doute raisonnable . . . . .	341
4.	Procédure pénale . . . . .	344
5.	Infraction de responsabilité stricte . . . . .	347
6.	Moyens de défense . . . . .	349
7.	Injonction . . . . .	353
8.	Mandat de perquisition . . . . .	355
8.1	Description de l'infraction . . . . .	356
8.2	Motifs raisonnables . . . . .	356
8.3	Description des biens à saisir . . . . .	356
8.4	Exécution du mandat . . . . .	357
9.	Amende . . . . .	358
10.	Appel . . . . .	359